

## En bref

La météo du trimestre est très contrastée, avec successivement une période froide et sèche, de la neige, une période douce et pluvieuse entrecoupée d'offensives hivernales et pour finir des températures quasi estivales, fin mars. Le déficit pluviométrique touche tous les départements. L'ensoleillement est généreux.

En grandes cultures, les céréales d'hiver sont globalement bien implantées et saines. Les emblavements pour la récolte 2021 sont en forte hausse par rapport au bas niveau de 2020. Influencés par une forte demande chinoise et une baisse des stocks mondiaux, les cours du blé et du maïs progressent encore et celui du colza s'envole.

Mâche, radis et poireau sont les légumes de plein champ représentatifs de cette période. Entre excès et pénurie, le marché de la mâche est inconstant. Les cours des radis et des poireaux sont élevés pour la période. Les premiers légumes, issus de serres chauffées, arrivent début février avec le concombre, suivi de la tomate courant mars dans un contexte moins favorable. Trop tardives, les asperges ne couvrent pas la demande pascale. La campagne de poire se termine sereinement et celle de pomme se poursuit avec une hausse de la demande.

En viticulture, les sorties de chais se redressent. Fin mars, le développement végétatif du vignoble montre un peu d'avance.

Au cours du premier trimestre 2021, les abattages régionaux de bovins sont proches des volumes de 2020, du fait du dynamisme des abattages de jeunes bovins mâles alors que ceux de vaches sont en repli significatif. A l'export, des ventes dynamiques vers l'Allemagne permettent aux cours des jeunes bovins de se redresser. La hausse des prix des aliments inquiète les éleveurs de veaux de boucherie ainsi que les filières espagnoles d'engraissement. La production bovine totale, la consommation apparente et les flux exports sont globalement orientés à la baisse. Pour autant, la consommation par les ménages de viande bovine d'origine française reste soutenue et participe à la hausse des cotations des vaches.

Le marché de l'agneau français se porte bien. Les abattages sont soutenus, stimulés par la période de Pâques et par des cotations très élevées.

La collecte de lait de vache se rétracte de 4,2 % par rapport au 1er trimestre 2020 et les prix payés aux producteurs reculent de 1,4 %.

Les cotations porcines remontent au cours du trimestre. La production de porc reste stable dans le grand ouest. Le commerce extérieur français des viandes de porc redevient excédentaire en valeur grâce à une diminution des importations et une forte demande chinoise. Les coûts de l'élevage continuent de s'alourdir. La consommation à domicile se maintient à un bon niveau.

Au premier trimestre, les abattages régionaux de volailles de chair sont stables par rapport à ceux de 2020. Ils progressent pour les poulets et les dindes. Ils baissent dans les autres filières, toujours impactées par la crise sanitaire et l'arrêt de la restauration hors domicile et de l'export. Le coût de l'aliment, qui représente plus de la moitié des charges, reste à un niveau élevé pour toutes les espèces.

## A la une

Le gel du début du mois d'avril a fortement impacté certaines filières agricoles. En deux vagues, chacune se déroulant plusieurs nuits d'affilée, la quasi totalité du territoire français a été touchée, particulièrement la vallée du Rhône et le sud-est. Les productions en arboriculture et en viticulture ont été diversement impactées dans les Pays de la Loire, en fonction de la précocité des variétés et du stade végétatif au moment du gel. Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a mis en place plusieurs mesures pour réduire l'impact économique de cet accident climatique sur les exploitations concernées. Outre les mesures habituelles de calamités agricoles, de report de charges sociales et d'exonération de la Taxe sur le Foncier Non Bâti, un fonds d'urgence d'aide à la trésorerie a notamment été mis en place pour les exploitations où dominent les productions printanières. Le ministère envisage aussi une exonération de charges MSA. La mesure du plan de relance sur les agroéquipements de lutte contre les aléas climatiques reste toujours ouverte : cette mesure accompagne tout agriculteur souhaitant s'équiper de tours à vent, bâches, éoliennes, convecteurs, matériel de micro-aspersion etc.

L'impact réel du gel ne sera précisément connu qu'au vu des récoltes effectivement réalisées : ce travail de diagnostic est initié par les directions départementales des territoires (et de la mer) en concertation avec les professionnels agricoles.

### Sommaire

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Conjoncture animale	p. 7
Industries agroalimentaires	p. 11				

# Contexte météorologique

## Janvier : très contrasté, sec et froid puis pluvieux et doux

Un temps sec et froid domine, en début de mois. Les gelées sont fréquentes sur tous les départements ligériens. La première décade de janvier compte jusqu'à 8 jours de gel sur la Vendée et la Loire-Atlantique. Les précipitations sont rares dans une ambiance hivernale. Les quelques perturbations de faible activité qui traversent la région donnent des pluies, mais aussi, quelques chutes de neige qui viennent blanchir localement les sols, le 4. Le 14 et le 16, le temps se radoucit avec quelques pluies. A partir du 20, les perturbations océaniques se succèdent rendant la fin de mois bien humide. Les précipitations, quasi quotidiennes, touchent surtout les départements de l'ouest et l'essentiel du cumul pluviométrique mensuel est recueilli sur les 10 derniers jours de janvier. Le 24, l'hiver montre qu'il est encore bien là. Les précipitations qui touchent les Pays de la Loire se produisent sous forme de neige, essentiellement sur le nord Mayenne et une bonne partie de la Sarthe. La fin du mois se déroule dans une grande douceur et toujours sous la pluie.

## Février : douceur malgré le coup de froid

L'ensemble de la région fait face à un déficit pluviométrique, exception faite de l'est de la Vendée où les précipitations ont été généreuses. Les températures du mois sont douces, bien au-dessus des normales. Toutefois, cela masque une période de 7 jours au cours de laquelle il a fait très froid. Cette offensive hivernale n'était plus arrivée depuis plusieurs hivers, le dernier étant même le plus doux depuis le début des relevés en 1945. Elle entraîne plusieurs jours sans dégel par endroits, des chutes de neige tenant au sol en Loire-Atlantique, en Vendée, en Mayenne et en Sarthe et des précipitations verglaçantes causant des accidents sur les reliefs de Vendée et sur une bonne partie du Maine-et-Loire.

## Mars : sec, très ensoleillé et chaud en fin de mois

Ce mois de mars se caractérise sur l'ensemble des Pays de la Loire par un déficit pluviométrique conséquent et un ensoleillement hors norme. Les cumuls pluviométriques mensuels affichent sur les 5 départements ligériens des manques s'échelonnant de 50 à plus de 70%. Les perturbations atlantiques sont peu nombreuses, elles laissent la part belle au soleil qui profite des conditions anticycloniques dominantes. Les durées d'ensoleillement sont largement au-dessus des normales attendues avec des excédents qui avoisinent les 50%. Des records sont battus sur les stations de Nantes-Bouguenais et Château-d'Olonne. Du côté des températures, les fins de nuit sont souvent fraîches et les après-midis plutôt doux, notamment en début et surtout en fin de mois : les 30 et 31, les températures prennent des couleurs estivales avec de nombreux records absolus de chaleur battus. Les vents sont peu marqués sur l'ensemble de la région, ils se partagent entre les composantes sud-ouest et nord-est.

Tableau 1		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		1 <sup>er</sup> trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	1 <sup>er</sup> trimestre 2021		Moyennes ou normales 1981-2010		1 <sup>er</sup> trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	1 <sup>er</sup> trimestre 2021	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAIS	171,7	216,3	3,6	11,3	3,6	10,6	26	20	309h12	311h48
49	BEAUCOUZE	120,8	175,6	3,4	11,0	3,2	10,2	24	22	290h30	298h12
53	LAVAL	119,1	183,2	2,9	10,2	3,1	10,0	24	21	302h30	296h18
72	LE MANS	116,6	172,4	3,0	10,8	2,5	9,9	24	27	293h00	290h12
85	LA ROCHE SUR YON	209,7	237,2	3,2	12,4	3,2	10,4	28	22	305h24	327h18

# Grandes Cultures

## Céréales d'hiver globalement bien implantées et saines

En sortie d'hiver, la plupart des parcelles régionales sont bien implantées ; le niveau de tallage des céréales est élevé. Les brèves périodes de gel de février et de mars ont un impact très limité sur les cultures qui sont alors à un stade de développement peu sensible aux températures gélives.

Cependant, principalement sur la façade océanique, certaines parcelles hydromorphes ont souffert de l'excès de pluie de l'automne et de l'hiver, avec une asphyxie des racines due à la stagnation répétée de l'eau en surface. Des parcelles ont dû être en

partie ou en totalité retournées et ressemées, notamment en colza et blé dur.

L'an dernier, les surfaces régionales ensemencées en céréales d'hiver avaient fortement chuté en raison de l'humidité excessive de l'automne 2019 qui avait empêché la réalisation de tous les semis prévus et entraîné des retournements de parcelles. Pour la récolte 2021, les estimations provisoires de surfaces indiquent un rebond de 40 % en triticale et de 22 % en blé tendre, une hausse de 7 % en blé dur, mais une baisse de 4 % en orge d'hiver. Des éleveurs ont probablement préféré le triticale à l'orge : le triticale produisant davantage de paille.

## Poursuite de la hausse des cours du blé et du maïs ; envolée de celui du colza

Durant ce trimestre, le cours du blé augmente sensiblement en janvier, puis il évolue peu. En début d'année, la Chine poursuit ses achats massifs de blé dont les disponibilités diminuent nettement chez la plupart des principaux pays exportateurs. Courant février, l'Australie confirme la forte hausse de sa production de blé : 33 Mt (soit + 8 Mt en un an). L'île-continent est très présente à l'export à des prix très compétitifs qui orientent les cours du blé à la baisse. Courant mars, le dynamisme de la demande mondiale en blé entraîne une légère reprise de son prix. En mars 2021, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (224 €/t) est supérieur de 19 € (+ 9 %) à celui de décembre 2020 et de 39 € (+ 21 %) à celui de mars 2020. Le cours du maïs progresse nettement courant janvier, pour les mêmes raisons que pour le blé : achats importants de la Chine et diminution du stock chez les principaux pays exportateurs. Cette tendance haussière continue en février : au Brésil, la récolte tardive du soja entraîne un report important des semis de la seconde récolte de maïs, exposée lors de la floraison au risque de manque d'eau de la saison sèche. Or, cette seconde récolte représente en moyenne 75 % de la production brésilienne de maïs. Par ailleurs, le

stock français de maïs est au plus bas depuis quatorze ans. Le cours du maïs baisse un peu courant mars avec l'arrivée sur le marché de la première récolte sud-américaine : le Brésil et l'Argentine sont respectivement les deuxième et troisième exportateurs de maïs, après les USA. Par ailleurs, la récolte mondiale 2021 de maïs s'annonce en forte hausse par rapport à celle de 2020. En mars 2021, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (212 €/t) est supérieur de 25 € (+ 13 %) à celui de décembre 2020 et de 54 € (+ 34 %) à celui de mars 2020.

Le cours du colza progresse tout au long de ce trimestre avec une forte hausse en mars. La demande chinoise de soja demeure très importante. Aux USA, le stock de soja est en forte baisse et les intentions de semis ne sont pas au niveau des attentes des opérateurs. Le canola canadien (variété de colza) est très demandé et son stock est faible. Dans l'UE, la production de colza est prévue modeste pour la troisième année consécutive. Concernant la France, des retournements de parcelles mal implantées sont envisagés ; la surface 2021 est prévue inférieure à 1 million d'hectares, à son plus bas niveau depuis 1997. En mars 2021, le cours moyen du colza rendu Rouen atteint un record : 515 €/t ; il est supérieur de 103 € (+ 25 %) à celui de décembre 2020 et de 153 € (+ 42 %) à celui de mars 2020.

**Tableau 2** - Évolution des surfaces au 1<sup>er</sup> avril 2021 en Pays de la Loire

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2021/2020
<b>Céréales à paille</b>		
Blé tendre	370 500	22 %
Orge d'hiver	57 600	- 4 %
Triticale	35 000	40 %
Blé dur	21 200	7 %
Avoine	5 900	17 %
<b>Oléoprotéagineux</b>		
Colza	70 600	- 2 %
Pois purs	5 600	- 18 %

Sources : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

## Plongeon des chargements portuaires régionaux

Durant ce trimestre, seules 61 000 t de céréales sont chargées dans les quatre ports de la région, versus 120 000 t au cours du trimestre précédent. Au 31 mars 2021, le cumul du trafic régional atteint 361 000 t ; il est inférieur de 466 000 t (- 56 %) à celui au 31 mars 2020 et de 580 000 t (- 62 %) au trafic moyen au 31 mars pour la période 2015-2019. Il faut remonter à la campagne 1995-1996 pour retrouver un trafic portuaire en grandes cultures aussi bas : 512 000 t avaient été chargées au terme de cette campagne. En un an, la production régionale de blé tendre passe de 3 à 1,7 Mt : cette chute explique le fort recul des chargements portuaires régionaux. En effet, le blé tendre représente 75 % du trafic régional en moyenne quinquennale.

À trois mois du terme de la campagne 2020-2021, les chargements de blé tendre atteignent 239 000 t, ceux de maïs 74 000 t et ceux de blé dur 45 000 t. Deux destinations se détachent : Cuba (91 000 t, dont 84 000 de blé tendre) et le Portugal (64 000 t dont 61 000 de blé tendre).

# Fruits et légumes

## Fruits : demande retrouvée et stocks réduits en pomme, fin d'une bonne campagne en poire

Avec des stocks en baisse sensible par rapport aux années précédentes, le marché de la **pomme** se tend peu à peu. A l'expédition sur le marché intérieur, la demande est timide après les fêtes, mais se dynamise progressivement avec des offres promotionnelles et la fin de saison des autres bassins de production. Le marché de gros, bien qu'impacté par la fermeture des collectivités, reprend également des couleurs. Fin mars, l'annonce de nouvelles restrictions sanitaires inquiète la filière. A l'export, le Brexit est effectif. Après une phase d'ajustement, les départs reprennent de façon habituelle. Le marché est axé sur les variétés clubs et les produits emballés. L'activité est moindre sur le marché espagnol (- 50 % par rapport à l'année passée), ainsi que sur la Scandinavie. L'offre restreinte pèse essentiellement sur le marché de l'industrie avec des cours qui s'envolent et des inquiétudes sur l'approvisionnement à venir.

## Produits d'hiver : bonne fin de campagne de poireau d'hiver, demande dynamique en *Allium*, marché et offre inconstants en mâche

En début d'année, le marché du **poireau** centre-ouest est très dynamique grâce aux nombreuses promotions. Les prix négociés restent soutenus, mais très vite, le commerce devient plus calme avec des cours en baisse. La profession s'en inquiète peu car elle constate une avance sur le planning commercial. Les difficultés d'arrachage persistent sur l'Hexagone, à cause d'un excès de pluviométrie. Par la suite, le retour d'une météo plus clémente permet d'accéder progressivement aux champs. En période de vacances scolaires, la demande devient plus hésitante dans ses achats de produits d'hiver, avec les premières journées printanières : les cours fléchissent inévitablement. En fin de trimestre, les transactions s'intensifient à

l'annonce d'une météo plus fraîche. La hausse des prix à l'expédition suit les hausses successives des cours aux cadrans. Les ventes à destination de l'Europe de l'Est se développent. En semaine pascale, la fin de la campagne est annoncée dans une configuration commerciale très sereine avec des prix qui restent en hausse et supérieurs à ceux de 2020.

Les réapprovisionnements des grossistes, l'export et les diverses promotions en GMS assurent une bonne activité du marché de l'**oignon jaune** en janvier. Février est moins dynamique du fait du couvre feu à 18h, des problèmes logistiques induits par la neige et des congés scolaires. La demande reste active, dans la normale, en mars. La douceur favorise la germination, imposant plus de vigilance et de prudence à l'achat. Au cours du trimestre, le marché de l'**échalion** reprend des couleurs à l'export mais aussi au niveau national, du fait des tarifs élevés de l'**échalote**, en raison de la faiblesse du disponible et de la forte demande à l'export. Dans ce contexte de stocks réduits, les volumes échangés sont parfois modestes pour assurer la campagne jusqu'à son terme.

Après une longue période de surabondance et de destructions de cultures, la situation du marché de la **mâche** change radicalement en janvier. Les apports sont limités et les opérateurs honorent partiellement les marchés contractualisés. De ce fait, l'offre destinée aux échanges de gré à gré est infime ce qui relativise le fort mouvement de hausse conforté au fil des jours. Le retour à l'équilibre s'effectue mi-février. Les volumes proposés sont alors plus substantiels et les opérateurs n'hésitent pas à faire quelques concessions tarifaires pour réactiver la demande de gré à gré. L'allongement des journées et la douceur des températures, associés à un meilleur ensoleillement, favorisent le développement de la végétation. En mars, le marché de la mâche est inconstant : la première quinzaine est marquée par une fébrilité des transactions et quelques destructions de cultures. La dernière semaine du trimestre est plus dynamique

avec des réassorts conséquents sur le marché français en prévision des fêtes de Pâques et un regain d'intérêt sur les marchés à l'export. De plus, le conditionnement en plateau (mâche végétativement développée) destiné principalement aux marchés traditionnels s'échange à des prix élevés de janvier à mars. Toutefois, cette présentation représente un très faible pourcentage de la production régionale.

## Produits de printemps : prix élevés en radis, début de campagne favorable en concombre, mais plus timide en tomate et trop tardif en asperge pour couvrir la demande pascale

Le temps froid perdure et freine sensiblement la végétation au début de janvier. La baisse des disponibilités de **radis** est très nette et persiste durant tout le mois. En février, après un épisode hivernal entre le 8 et le 14 qui entraîne ponctuellement un désordre logistique et des difficultés de récolte, la deuxième partie du mois est très printanière. Ce contexte climatique stimule les échanges, parallèlement, l'offre s'étoffe nettement. Les prix sont élevés pour la période. En mars, de nombreuses actions commerciales de couverture nationale assurent un très fort flux d'échanges. Par ailleurs, hormis la concurrence intra-régionale, les transactions s'effectuent sans forte pression extérieure. Le trimestre s'achève comme il avait commencé sur une note positive.

En février, les **concombres** nantais puis ceux de la région Centre-Val de Loire amorcent la campagne nationale. De façon précoce, l'offre se développe rapidement. Réactive, la grande distribution privilégie l'origine française sur les étals. En l'absence de concurrence ibérique, les premières transactions sont fluides avec des prix supérieurs à ceux de 2020. En mars, l'offre se développe avec de nombreuses actions promotionnelles, activées à travers divers programmes publicitaires. Les cours fléchissent logiquement, suivant le schéma classique du déroulement d'une

campagne. En fin de trimestre, les prix se stabilisent. Le concombre français devance l'origine importée sur les étals. En dernière décennie où la météo est très printanière, le marché de la semaine pascale est très actif avec une production croissante.

La **tomate** française prend progressivement place dans le rayon primeur en mars. Les disponibilités régionales, sans être conséquentes, suffisent à la demande. La fraîcheur des températures, excepté en dernière semaine, ne stimule pas les ventes. Le trimestre s'achève cependant

sur une note positive : les premières mises en place en prévision de Pâques et les températures remarquables pour une fin mars apportent un réel regain de vitalité. Certains acheteurs appréhendent l'impact commercial d'un nouveau confinement du territoire après les fêtes pascales.

# Viticulture

## Vendanges 2020 : volumes globaux supérieurs à la moyenne quinquennale mais des évolutions contrastées

Pour le vignoble nantais, les volumes de la récolte 2020 totalisent 420 280 hl, soit 14 % de plus que la moyenne quinquennale, dans un contexte de réduction des surfaces de 10 % par rapport à cette moyenne. La hausse est majoritairement portée par les Muscadet, notamment le AC (+ 32 %) et le Sèvre et Maine (+ 16 %).

Les productions de Gros Plant, de Coteaux d'Ancenis et de Fief vendéen se maintiennent quasiment au même niveau, malgré une baisse des surfaces. En Anjou Saumur, l'évolution est plus hétérogène. Le Cabernet d'Anjou, en tête des volumes (387 900 hl) surpasse la moyenne quinquennale de 14 % avec une hausse des surfaces de 7 %. L'évolution en volume est de 31 % pour le Rosé d'Anjou qui atteint 151 800 hl. L'AOP Saumur (121 102 hl) se rétracte de 4 %. A 74 100 hl, le Saumur Champigny se maintient

(- 1 %), mais l'Anjou (62 567 hl) recule de 6 %. Le Crémant de Loire dont les surfaces s'étendent jusqu'en Touraine totalise 184 300 hl en hausse de 18 % avec des surfaces en hausse de 13 %. Sauf rares exceptions, les rendements 2020 sont supérieurs à ceux de la moyenne quinquennale.

Au niveau du Val de Loire, les volumes récoltés en IGP sont en hausse de 18 %. Ceux de VSIG sont doublés par rapport à 2019 et en hausse de 38 % par rapport à la moyenne quinquennale.

**Tableau 3** - Récolte 2020 par département

Départements	Superficies en production en ha	PRODUCTION DES VINS COMMERCIALISABLES en hl					PRODUCTION NON COMMERCIALISABLE en hl (JDR, rebêches, dépassement de rendement)	RECOLTE TOTALE en hl (Production des vins commercialisables + Production non commercialisable)
		AOP		IGP	VSIG	TOTAL de la Production des vins commercialisables		
		AOP	VSI/VCI					
44	10 166	355 930	3 836	101 728	175 450	636 944	12 459	649 403
49	19 655	925 647	45 875	64 285	82 725	1 118 532	26 514	1 145 047
72	277	4 636	0	293	1 403	6 333	180	6 513
85	890	20 598	0	18 068	7 601	46 266	1 511	47 777

Source : Douanes

## Le vignoble à fin mars : développement végétatif précoce

Avec une météo particulièrement douce fin mars, les bourgeons sortent de leur repos hivernal et la moitié des parcelles observées par le réseau de surveillance biologique ont atteint au moins le stade « bourgeons dans le coton » (stade médian). En 2020, ce stade avait été atteint un peu plus précocement autour du 23 mars. Ce démarrage reste toutefois précoce puisque la date de débourrement moyenne de référence se situe autour du 15 avril.

Une vague de froid, début avril, avec une succession d'épisodes de gel, impacte fortement le vignoble ligérien. L'évaluation des pertes de potentiel de production nécessite d'attendre plusieurs semaines.

## Sorties de chais : redressement

Les sorties de chais des AOP et IGP du Val de Loire se sont multipliées entre novembre et janvier. A fin février, les sorties de chais continuent de progresser grâce à des ventes dynamiques au négoce. La tendance est très positive pour les rosés avec des sorties de chais supérieures à

celles de la précédente campagne pour le Cabernet d'Anjou (+ 20 %), aussi bien en vente directe qu'en vente au négoce, et le Rosé d'Anjou (+ 26 %) grâce au négoce. Le Saumur Champigny affiche également une bonne progression (+ 6 %), répartie sur les deux lignes commerciales. Les sorties sont équivalentes à celles de l'année dernière pour le Crémant de Loire malgré une baisse des ventes directes. En Muscadet, les sorties de chais reculent de 1,7 %, malgré des résultats positifs pour le Muscadet AC (+ 3,6 %). Les ventes directes se réduisent.

# IPAMPA

## Hausse du prix des intrants pour tous les facteurs

Au cours du premier trimestre, l'indice du prix d'achat des intrants augmente de manière soutenue : de 1,5 % en janvier, de 1,6 % en février et de 0,9 % en mars, soit + 4,8 % en glissement annuel. La hausse s'explique par la revalorisation des coûts des engrais et amendements, de l'énergie et des aliments pour animaux.

Les prix pétroliers continuent d'augmenter au cours du trimestre : le cours du Brent s'établit de 54,77 \$/baril au mois de janvier, à 65,41 \$/baril au

mois de mars en moyenne. L'impact sur l'indice du prix de l'énergie et lubrifiants s'établit à + 13,1 % en glissement annuel.

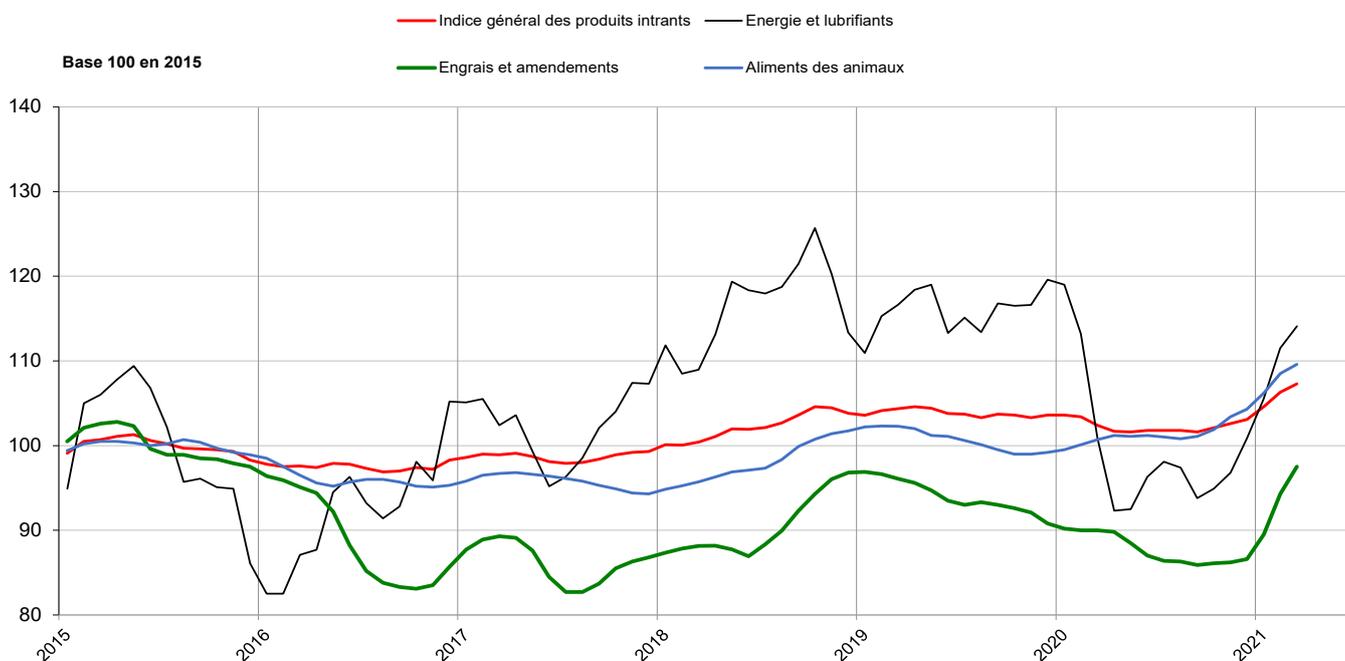
Le prix des engrais et amendements s'envole au cours de ce trimestre (+ 3,3 % en janvier, + 5,4 % en février et + 3,4 % en mars), soit de + 12,6 % sur le trimestre précédent. Sur un an, il croît de 8,3 %. Ce sont les engrais simples qui augmentent le plus ce trimestre (+ 18,0 %).

Les prix des aliments pour animaux remontent régulièrement au cours du trimestre (+ 1,8 % en janvier, + 2,2 % en février et + 1 % en mars), soit de

+ 5,1 % sur le trimestre précédent. Depuis un an, l'alimentation animale coûte 8,8 % en plus. Ce sont les prix des céréales, du maïs et des autres tourteaux qui ont le plus augmenté ce trimestre (+ 8,3 % par rapport au trimestre précédent).

Le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) a évolué sur ce premier trimestre de + 1,5 %. En un an, l'indice progresse de 2,3 %. Le prix des ouvrages augmente de 2,8 % et celui des tracteurs de 1,6 % sur le trimestre précédent.

Graphique 1 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 - 2021)



Source : Insee - Agreste

# Conjoncture animale

## Bovins mâles de 8 à 24 mois : abattages dynamiques en fin de trimestre et cotations en hausse

Le dynamisme des ventes vers l'Allemagne, où l'offre est en retrait, oriente à la hausse les prix des jeunes bovins mâles, à une période où une baisse saisonnière est habituellement observée. Entre début janvier et fin mars 2021, les cotations (entrée abattoir – grand ouest), mal orientées au cours du second semestre 2020, ont ainsi progressé de 17 centimes/kg pour les catégories viande U et R et d'un peu moins de 10 centimes/kg pour la catégorie mixte O. Fin mars, les cotations des catégories viande (U et R), supérieures de quelques centimes/kg aux valeurs 2020, s'avèrent très proches finalement des moyennes quinquennales. La catégorie mixte O enregistre également une dynamique haussière, bien que moins marquée. Ce contexte tarifaire favorable aux producteurs s'accompagne de volumes abattus eux-mêmes en hausse par rapport au 1er trimestre 2020, très proches de ceux observés en moyenne quinquennale (env. 14 800 tec en 3 mois). La baisse des effectifs européens de bovins mâles de 1 à 2 ans (d'après l'enquête cheptel de décembre 2020) devrait contribuer à alléger le marché en 2021.

## Vaches : prix stimulés par une offre nationale et européenne réduite

Avec la fermeture de la restauration hors domicile, la demande toujours très forte pour la viande d'origine française fait face à une offre limitée, en raison de la réduction du cheptel bovin, ce qui contribue à stimuler les prix des femelles. Toutes les catégories de vaches voient leurs cotations progresser. Les cotations enregistrées en fin de trimestre, se révèlent sensiblement supérieures aux moyennes quinquennales pour les vaches de catégories viande U et R, ainsi que celles de catégorie lait P, mais pas pour celles de catégorie mixte O.

L'offre restreinte en vaches de réforme se traduit par des volumes abattus

en-deçà des volumes 2020 (- 6,6 %) et des tonnages moyens quinquennaux (- 8,8 %). Au niveau régional, ce recul des abattages est observé à la fois pour les réformes laitières et pour les vaches allaitantes.

En Europe également, les prix des vaches de réforme bénéficient d'une hausse saisonnière dynamique, d'autant que l'offre est limitée et que la demande au détail reste ferme pour le haché et les autres transformations.

## Lait de vache : baisse de la production et des prix

Après une fin d'année 2020 marquée par une certaine résilience de la production laitière en Pays de la Loire face au contexte sanitaire et économique incertain, le premier trimestre 2021 est difficile pour la profession. Les volumes produits sont en baisse de 4,2 % par rapport à ceux du premier trimestre 2020. Outre le recul des prix qui n'incite pas à la hausse de la production, la réduction croissante du cheptel et l'augmentation du prix des aliments pour animaux sont les raisons principales de cette baisse de la collecte. Cette situation est commune à tous les départements. Le prix moyen payé au producteur (372 €/1 000 l) est en baisse de 1,4 % comparativement à celui observé au premier trimestre 2020 (- 2,5 % par rapport à celui du premier trimestre 2019). A l'inverse du lait conventionnel, la collecte de lait bio poursuit sa croissance (+ 12,6 %, même si celle-ci a tendance à se tasser (+ 18 % entre les premiers trimestres 2020 et 2019). Le prix du lait bio marque lui aussi le pas puisqu'il est stable à 483 €/1 000 l soit - 0,1 % entre les premiers trimestres 2021 et 2020 (- 0,6 % entre les premiers trimestres 2021 et 2019).

A l'échelle nationale, la collecte laitière est en baisse de 3,6 % sur un an. Les mauvaises conditions météorologiques dans certaines régions, la réduction du nombre d'exploitations laitières et le contexte économique peu favorable constituent un frein à la production en ce début d'année. Les cours du lait sont à la peine. Le prix moyen

payé au producteur recule de 0,8 % à 375 €/1 000 l par rapport à celui du premier trimestre 2020. Le secteur du bio reste à l'écart de ce contexte difficile puisque la production nationale progresse de 10 % entre les premiers trimestres 2020 et 2021. Dans le même temps, le prix du lait bio payé au producteur est stable (+ 0,2 % à 489 €/1 000 l). Toutefois, la modération est de mise en raison d'un afflux important de lait à gérer par les transformateurs. En effet, un manque de dynamisme des ventes de produits bio ralentit l'écoulement des stocks ces derniers mois.

Tous laits confondus, la fabrication de produits laitiers est en recul sur les trois premiers mois de l'année au regard de celle de 2020 à période comparable. Les conséquences de la crise sanitaire et économique mondiale pèsent encore sur le niveau de production. En revanche, la demande est suffisamment importante pour soutenir les cours en raison d'un recul généralisé des disponibilités mondiales.

Au niveau européen, la situation est hétérogène : les principaux pays producteurs comme l'Allemagne ou les Pays-Bas voient leur collecte diminuer en janvier et février au regard de celle constatée l'an dernier à période identique. A contrario, l'Italie et l'Irlande affichent une croissance de leur production sur la même période. Dans les fabrications de produits laitiers, seule la production de poudre de lait est en augmentation sur un an en raison de la forte demande en provenance d'Asie et du Moyen-Orient. Les progrès de la vaccination en Europe laissent pourtant entrevoir une reprise progressive des échanges pour le secteur laitier.

## Broutards : les prix des mâles demeurent bas

En début d'année, une forte demande italienne pour les laitons (broutards) soutient les prix proposés pour les femelles. Du côté des mâles (broutards), les cours demeurent en revanche inférieurs d'environ 10-15 centimes/kg vif aux valeurs moyennes quinquennales, malgré

une revalorisation tarifaire à partir de début mars. Si les exportations restent assez dynamiques vers l'Italie au cours du premier trimestre, les expéditions de gros bovins maigres vers les autres destinations sont plus laborieuses et limitées.

### **Veaux de boucherie : baisses tarifaires saisonnières enclenchées**

La relative stabilité de la cotation du veau de boucherie de catégorie « rosé clair O », depuis le début de l'année jusqu'à début mars, traduit alors un certain équilibre entre offre et demande. Toutefois, les baisses tarifaires saisonnières apparaissent en fin de trimestre, en particulier pour la catégorie « rosé » et dans une moindre mesure, pour la catégorie « rosé très clair ». Les abattages régionaux de veaux enregistrés au cours du premier trimestre 2021 (env. 875 tec) sont légèrement supérieurs à ceux de l'année passée et inférieurs aux valeurs moyennes quinquennales (env. 1 015 tec). Un alourdissement du poids moyen des carcasses est constaté en mars : il est toutefois récurrent à cette période. En ce début d'année 2021, la hausse du coût des aliments lactés (lactosérum) et fibreux pour veaux s'est accentuée ; elle affecte le coût de production et inquiète les éleveurs.

### **Ovins : abattages soutenus, stimulés par les perspectives liées à la période de Pâques et par des cotations très élevées**

Au cours de ce premier trimestre 2021, les abattages régionaux d'agneaux et d'ovins de réforme sont soutenus (env. 1 420 tec) en mars, en particulier. Le positionnement de la fête de Pâques (tout début avril), les sorties d'agneaux laitiers, les cotations inhabituellement élevées des agneaux (plus de 7,5 €/kg à partir de la fin mars) et la hausse des importations expliquent cette dynamique d'abattages. Les importations françaises de viande ovine et d'ovins vivants progressent, notamment en provenance du Royaume-Uni, à un prix moyen supérieur à celui de 2020. A l'échelle mondiale, les disponibilités en ce début d'année 2021 sont en diminution et les abattages sont

en repli dans de nombreux pays producteurs (Irlande, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Australie). Ce repli de l'offre, face à une demande mondiale toujours forte, contribue à faire grimper les prix de la viande ovine.

### **Lait de chèvre : stabilité de la collecte et bonne tenue des cours**

Au premier trimestre 2021, la production ligérienne de lait de chèvre est stable par rapport à l'an dernier à période comparable (+ 0,5 %). La moindre qualité des fourrages affecte la productivité tandis que le contexte économique incertain incite les éleveurs à la prudence. La valorisation du lait de chèvre est encourageante puisque sur les trois premiers mois de l'année, le prix payé au producteur s'élève à 820 €/1 000 l et gagne 5,3 % par rapport à celui enregistré en 2020 à la même période.

Au niveau national, après une année 2020 euphorique, la collecte de lait de chèvre au premier trimestre est en recul de 1,8 % sur un an. La médiocre qualité des fourrages et le renchérissement du prix de l'alimentation constituent un frein à la production. En mars, le prix du lait de chèvre à teneurs réelles s'élève à 752 €/1 000 l soit une augmentation de 3,3 % sur un an. Face à des livraisons nationales en recul depuis plusieurs mois, les transformateurs se tournent à nouveau vers les importations, même si celles-ci restent très en-deçà du haut niveau de 2019. Toutefois, l'impact des importations va rester limité en raison d'une diminution importante de la production espagnole, principal importateur. Enfin, si les fabrications de produits à base de lait de chèvre ralentissent durant le début d'année, ce n'est pas le cas de la fabrication de bûchettes et de yaourts dont la demande ne cesse d'augmenter.

### **Porc : remontée des cours**

Le cours du porc augmente continûment durant le trimestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, centre ouest) ouvre le trimestre à 1,42 €/kg et

le ferme à 1,58 €/kg. Le cours moyen du premier trimestre 2021 s'établit à 1,47 €/kg, c'est 16,6 % au-dessous du cours du même trimestre 2020 et 2 % au-dessous de la moyenne quinquennale 2016-2020.

Les restaurants ont fermé leurs portes depuis le 30 octobre. Ainsi, la consommation hors domicile est fortement réduite. La consommation des ménages à domicile (Kantar Worldpanel) est stable en volume sur le premier trimestre comparée au même trimestre de l'année 2020 : + 2,6 % sur les 3 premiers mois de 2021 pour le porc frais et - 0,9 % pour la charcuterie.

Les tonnages de viandes de porcs charcutiers abattus (en tec) progressent sur la région Pays de la Loire (+ 3,4 % sur le premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020) bien que stables en Bretagne (+ 0,6 %) et en France (+ 0,7 %). Précédemment, au quatrième trimestre 2020, les abattages suivaient la même évolution sur la région (+ 3 %) et sur le bassin breton (+ 2,5 %). Le poids moyen des porcs se réduit au fil du premier trimestre. Par rapport aux trois premiers mois 2020, le commerce extérieur de la France, excédentaire en volume, connaît une augmentation des exportations (+ 2,6 %) et une stabilité des importations (+ 0,4 %). Les exportations sont toujours portées par les besoins considérables de la Chine, plus du double en volume sur ce trimestre.

Selon l'IPAMPA France entière, le coût des intrants augmente notablement : + 4,1 % sur le premier trimestre et + 4,8 % en année glissante. Les prix de l'énergie et lubrifiants s'apprécient de 13,1 % sur le quatrième trimestre 2020. De même, les engrais et amendements augmentent de 12,6 % et les prix de l'aliment porcin augmentent régulièrement de 5,8 % (au cours du trimestre par rapport au trimestre précédent).

La marge brute des éleveurs naisseurs-engraisseurs, qui a atteint un palier bas en début 2021, remonte légèrement pour atteindre 1 038 €/truite/an au mois de mars 2021. Ainsi, la perspective du deuxième trimestre est contrastée entre l'essor de la demande pour les beaux jours, la réouverture de la restauration commerciale et l'accroissement des coûts de production.

## Aviculture : stabilité des volumes abattus qui masque des situations contrastées

Au premier trimestre 2021, les abattages de volailles de chair se maintiennent au même (bas) niveau que l'an dernier dans la région, alors qu'ils baissent de 3 % en France. Les dynamiques sont proches : légère progression des abattages de poulets, recul plus marqué en canards et pintades. Par rapport aux mois correspondants de l'an dernier, l'évolution des abattages régionaux est plutôt favorable en mars, elle s'explique en partie par un nombre de jours ouvrables supérieur, contrairement au mois de janvier.

Les abattages régionaux de **poulets** sont en hausse de 2 % par rapport au niveau particulièrement bas du premier trimestre 2020. Sur la période, l'évolution régionale est identique en poulets standard et en poulets sous signe de qualité. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, les exportations de viandes et préparations de poulets progressent de 3 %, principalement vers les pays tiers (Arabie saoudite et Afrique subsaharienne). Les importations baissent de 4 % (recul des achats à l'Allemagne, aux Pays-Bas et à la Belgique, mais progression en provenance de Pologne). Le repli de l'import concerne essentiellement les viandes de découpe habituellement utilisées par la restauration hors domicile.

Au premier trimestre, les abattages régionaux de **dindes** sont en hausse de 5 % par rapport au bas niveau de 2020. Ils progressent dans les deux principaux abattoirs de Sarthe et Vendée, qui concentrent la quasi-totalité des volumes. Le niveau d'abattage devient légèrement supérieur à la moyenne quinquennale trimestrielle. En revanche, les volumes abattus baissent en France (- 3 % sur le trimestre) du fait notamment du fort repli dans les abattoirs bretons (- 15 %). Sur les deux premiers mois de l'année, les exportations françaises de viandes et préparations de dinde sont en recul de 19 % et les importations de 10 %.

La filière canards reste doublement impactée par la crise sanitaire et par

la grippe aviaire. Les abattages de **canards à rôtir** continuent de reculer (- 10 % au premier trimestre en France et - 11 % dans la région, par rapport à des niveaux 2020 déjà bas). Bien que les stocks de viande aient baissé depuis l'automne 2020, la filière continue de contenir sa production, dans l'attente de la réouverture de la restauration hors domicile et des marchés à l'export. Les Pays de la Loire concentrent toujours plus de la moitié des volumes abattus. En **canards gras**, la baisse des entrées en abattoirs est en grande partie la conséquence des actions d'abattages sanitaires de jeunes canards menées en début d'année. Entre décembre et février, 3,5 millions de volailles (essentiellement des canards) ont été abattues dans le Sud-ouest, suite à la détection de foyers, ou de manière préventive pour limiter la propagation du virus. Ainsi, au premier trimestre, les abattages de canards gras baissent de 58 % en Aquitaine et de 33 % en Midi-Pyrénées, les deux principaux territoires producteurs. En Pays de la Loire, le repli est moins marqué (- 6%). De ce fait, sur les trois premiers mois de l'année, la région concentre 36 % des abattages nationaux de canards gras, contre 24 % habituellement. Sur les deux premiers mois de l'année, les éclosions nationales de canards à gaver ont reculé de 42 % par rapport à 2020, les couvoirs ayant réduit fortement le nombre d'œufs mis en incubation.

Avec la fermeture des restaurants et l'arrêt des exportations, importants débouchés des productions, les autres filières festives sont aussi à la peine. Au premier trimestre 2021, les abattages régionaux et nationaux de **pintades** sont en baisse de 21 % par rapport à 2020. Les Pays de la Loire restent la principale région d'abattages, avec plus des trois quarts des animaux abattus. Il en va de même pour les filières **cailles et pigeons**, très présentes dans les abattoirs de la région : les abattages nationaux sont en reculs respectifs de 29 % et 21 % au premier trimestre. Avec l'impossibilité d'arrêter la production pour les éleveurs, les abatteurs ont continué à transformer une part importante de pigeonneaux et ont fait des stocks de produits congelés. Annoncé en novembre 2020, le dispositif d'indemnisation

exceptionnel de 3 millions € pour les élevages de cailles, pintades, pigeons et canards se met en place en mars.

Du fait de la hausse généralisée des cours des matières premières, les indices du coût de l'**aliment pour volailles** calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) ont fortement augmenté depuis l'automne 2020. Pour le mois d'avril, pour toutes les espèces, la hausse est supérieure à 25 % entre 2020 et 2021, et de plus de 30 % par rapport aux moyennes quinquennales. Cette flambée des cours a une incidence très importante puisque l'alimentation représente 60 à 65 % du coût total de la production d'une volaille. Selon l'Anvol (interprofession des volailles de chair), la hausse du prix de l'aliment provoque une augmentation de 14 % du coût de production d'une volaille vivante et de 9 % de la viande de volaille. Sur les trois premiers mois de l'année, la production d'aliments composés pour volailles recule de 5 %. En mars, sauf en poulet label, les indices des prix à la production des volailles de chair sont en hausse par rapport à 2020 et aux moyennes quinquennales, de 2 à 7 % selon l'espèce.

En cumul annuel sur les trois premiers mois de l'année, les **achats des ménages en volaille** augmentent légèrement par rapport à 2020 (+ 1 %). Ils baissent pour la pintade, le canard et la charcuterie à base de volaille et progressent pour le poulet, la dinde et certains élaborés de volaille.

## Œufs : progression continue pour les œufs alternatifs

Au premier trimestre 2021, la production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 3,7 milliards d'unités, en hausse de 5 % par rapport au premier trimestre 2020. La production d'œufs issue des modes d'élevages alternatifs progresse (+ 12 %), tandis que celle issue de poules pondeuses élevées en cages est stable.

Comme pour les autres volailles, du fait de la hausse des cours céréaliers, l'indice ITAVI de l'aliment pour poules pondeuses est en forte hausse depuis l'automne 2020 : + 27 % en avril sur un an et + 34 % par rapport à la moyenne

quinquennale.

En l'absence de restauration hors domicile, les commandes passées auprès des fabricants d'ovoproduits restent mesurées. La TNO industrie, à des niveaux historiquement bas entre septembre 2020 et février 2021, se redresse en mars et retrouve son niveau quinquennal. En avril, les industriels français achètent peu ; seule l'exportation, notamment européenne, permet de liquider les stocks. Le marché risque encore de s'alléger faute de rentabilité pour les éleveurs, qui vont préférer réformer plutôt que de vendre au-dessous du prix de revient. Concernant l'œuf coquille, la TNO synthèse s'élève à 6,99 € les cent œufs en avril, en recul de 17 % par rapport à avril 2020 (qui était à un niveau élevé du fait de la forte demande pendant le premier confinement), et de 4 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020. Le marché reste fluide avec peu d'activité dans les centres de conditionnement, du fait d'une consommation atone. La situation sanitaire et la sortie de la période de confinement vont être déterminantes pour la reprise d'activité.

Sur trois mois 2021, les achats d'œufs par les ménages français reculent de 3 % en volume par rapport à 2020. L'engouement pour les œufs issus d'élevages au sol (+ 10 %) et de plein air (+ 7 %) ne compense pas le recul en œufs cage (- 20 %) ainsi qu'en œufs biologiques (- 3 %). Sur janvier-février, les exportations d'œufs coquille vers l'Union européenne sont en hausse de 72 % en volume du fait d'une progression des débouchés vers l'Allemagne et l'Espagne. Les importations sont en baisse de 32 %. Pour les ovoproduits alimentaires, les exportations sont en baisse de 7 % vers l'UE alors que celles vers les pays tiers progressent de 22 % ; les importations sont en recul de 14 %.

### Cuniculture : cotations en hausse

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. En Grand Ouest, au premier trimestre 2021, les abattages se replient de 7 % par rapport à la même période 2020 (- 6 % en France), dans la continuité des cinq années précédentes.

De façon saisonnière, le cours national du lapin vif départ élevage progresse au premier trimestre et est au plus haut en avril. Sur les quatre premiers mois de l'année, les cotations moyennes mensuelles sont supérieures de 5 % à celles de 2020. L'indice des prix à la production du lapin reste supérieur à sa moyenne quinquennale (de 9 % en mars 2021). De son côté, comme pour les volailles, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est en hausse croissante depuis six mois (+ 27 % en avril sur un an). Sur trois mois 2021, la production d'aliments composés pour lapins est en recul de 5 %.

Sur les trois premiers mois de l'année, en cumul annuel, avec des prix de vente au consommateur en hausse, les volumes d'achats des ménages en lapin frais baissent de 5 %, sur le lapin entier comme sur le lapin en morceaux. Sur les deux premiers mois de 2021, les exportations de viande de lapin sont en baisse de 31 % en volume (baisse vers l'Italie, la Belgique et le Royaume-Uni, mais hausse vers l'Espagne). Le recul des importations est du même ordre (- 27 %).

## Commerce extérieur régional

### Solde commercial agroalimentaire à l'équilibre au premier trimestre

Au premier trimestre 2021, les exportations ligériennes tous produits confondus s'élèvent à 5,2 milliards €, en léger recul par rapport au premier trimestre 2020 (- 3 %) et à la moyenne quinquennale (- 2 %). Les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent ce trimestre 19 % des exportations régionales en valeur, comme en 2020. Avec 997 M€, le montant de l'export agricole et agroalimentaire est quasiment stable par rapport à l'an dernier et supérieur de 3 % à la moyenne quinquennale des premiers trimestres 2016-2020.

Les exportations régionales des **produits agricoles bruts** s'élèvent à 292 M€, inférieures de 16 % à celles particulièrement élevées du premier trimestre 2020 (du fait du haut niveau des montants exportés alors en céréales, légumineuses et oléagineux) et de 2 % à la moyenne quinquennale.

Avec 706 M€, les exportations des **produits transformés** sont en hausse de 7 % par rapport au premier trimestre 2020. A l'exception des viandes et du travail des grains, tous les secteurs contribuent à cette progression, en particulier les produits laitiers et les huiles et graisses. Pour ce trimestre, les montants des exportations des produits des industries agroalimentaires progressent dans tous les départements, sauf en Sarthe.

De leur côté, les montants des importations des produits agroalimentaires s'élèvent à 707 M€, en hausse de 10 % par rapport au premier trimestre 2020 (pour l'essentiel en huiles et graisses animales et végétales). Le solde commercial des produits agroalimentaires régionaux est ainsi quasiment à l'équilibre au premier trimestre 2021. Sur l'ensemble des produits bruts et transformés, le solde commercial est positif (+ 105 M€).

# Industries agroalimentaires

Le secteur affiche une croissance soutenue grâce à un niveau de demande satisfaisant. Les prix des matières premières continuent d'augmenter. Une nouvelle hausse des productions est attendue en avril.

## Industries des viandes

La production est en croissance, soutenue en janvier par la demande intérieure et les particuliers, puis en février-mars par l'export. L'utilisation des capacités de production est au plus haut, plus de 90 %. Les prix des matières premières poursuivent leur envolée, mais la répercussion sur les prix des produits finis reste limitée.

## Industrie de la boulangerie-pâtisserie et pâtes

Les productions augmentent nettement, soutenues par une forte demande intérieure durant tout le trimestre et un marché export dynamique en février. Les prix des matières premières augmentent et la rentabilité du secteur en pâtit.

# Les entreprises en bref

Sources : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API de janvier à mars 2021

## Loire-Atlantique

La startup **Leviosa** travaille au développement d'une gamme d'aides culinaires à base de légumineuses fermentées, en premier le pois chiche. Le procédé de fermentation à base de bactéries lactiques permet de rendre la légumineuse plus digeste, avec de nouvelles saveurs, tout en augmentant sa durée de conservation.

La **bille bleue** crée une filière éthique bovins lait et viande, axée sur le bien-être animal et une plus juste rémunération de l'éleveur. Elle veut valoriser les veaux mâles laitiers en proposant des jeunes bovins élevés au pis d'une vache laitière pendant 8 mois minimum avec un accès libre à l'extérieur. L'abattage des veaux serait fait à la ferme avec un caisson mobile d'abattage, dès la fin d'année 2021. Des partenariats sont noués avec une dizaine d'éleveurs en Pays de la Loire et en Normandie. La viande est découpée par des artisans bouchers locaux. Le lait est transformé en fromage par un partenaire normand.

**Tipiak**, qui emploie 1 300 salariés et compte 7 usines, publie un chiffre d'affaires 2020 de 199,1 M€, en hausse de 2,5 %. Les ventes dans le secteur sec (81,8 M€) affichent une progression de 12,4 %, portées par la demande de produits céréaliers en GMS, alors que dans le secteur froid (117,3 M€), elles reculent de 3,4 %. Le résultat net consolidé s'élève à 3,2 M€, en hausse de 1,5 M€, soit + 88 % par rapport

à 2019. Pour renforcer ses parts de marché, Tipiak va maintenir ses dépenses publicitaires et poursuivre son programme d'investissements industriels (23,5 M€ investis en 2020).

**Orchidées Maisons de Vin**, anciennement Ackerman, et filiale du groupe Terrena, ferme son site de la Chapelle-Heulin. La société (62,9 M€ de CA en 2019) veut concentrer la production sur son site historique à Saumur. L'érosion régulière des ventes de vins tranquilles et la diminution des surfaces exploitées dans le vignoble de Nantes affectent le négoce de vins.

Spécialisé dans la découpe de fruits et légumes frais, **Frais émincés** (49 salariés, 7 M€ de CA) a investi 14 M€ dans une nouvelle usine à Pontchâteau. L'objectif à horizon 5 ans est de multiplier par trois ses volumes pour doubler, voire tripler son chiffre d'affaires. 20 à 30 salariés seraient recrutés dans les deux ans à venir. Frais émincés mutualise sa force commerciale avec Paso traiteur. Les deux sociétés font partie du groupe Fleury-Michon.

Récemment installée à Pontchâteau dans les anciens locaux de l'entreprise Frais émincés, **Kokiriki** fabrique des substituts de viande et de charcuterie végans. L'usine a une capacité de production comprise entre 2 000 et 3 000 tonnes par an sur 4 lignes et devrait passer d'une dizaine de salariés à près de 50 d'ici la fin de l'année.

**La Laiterie Saint-Père** projette d'investir plus de 50 M€ et de recruter 10 salariés, avec la modernisation de 2 ateliers et des nouvelles lignes de production, notamment une nouvelle beurrerie. La Laiterie Saint-Père est une entité d'Agromousquetaires, la branche industrielle d'Intermarché. Ce site emploie 350 salariés transformant le lait collecté auprès de 400 producteurs dans un rayon de 100 km autour du site. Elle dispose de 3 ateliers de conditionnement totalisant 13 lignes de production pour 230 références en lait UHT (250 millions de litres conditionnés), desserts, beurre... La Laiterie Saint-Père a réalisé un chiffre d'affaires de 262 M€ en 2020 contre 251 M€ en 2019.

**Kriss-Laure ou ABCM** (« L'alimentation et le bien-être du corps maîtrisé »), spécialisée dans les repas et boissons nutritionnelles, transfère sa production de Paimboeuf à Saint-Nazaire. L'unité de 11 000 m<sup>2</sup> permettra de ré-internaliser la production. Les ventes de compléments alimentaires et nutritionnels ont augmenté de 30 % avec la crise Covid.

## Maine-et-Loire

Le groupe familial angevin **Innatis**, numéro deux français de la filière pomme (490 salariés, 130 M€ de CA), ouvre son capital à Unigrains. Il rachète le Domaine des côteaux, producteur national majeur de pêches et nectarines ainsi que

d'abricots, cerises et kiwis du Gard (24,4 M€ de CA 2018) et construit une nouvelle station fruitière à Ecoflant.

**Bee's Dream**, entreprise créée en 2020 à Chemillé-sur-Anjou et qui compte 5 salariés, cherche à lever 200 k€ pour développer une solution brevetée de conditionnement du miel. Des monodoses de 20 grammes placées dans les ruches et contenant des alvéoles de cire d'abeilles peuvent être consommées directement, grâce à un ustensile de pressage manuel breveté. Bee's Dream commercialisera d'abord des cadres comprenant les monodoses puis prévoit, dès 2022, de commercialiser des monodoses de « grands crus » sous sa propre marque. Bee's Dream compte atteindre 12 M€ de CA en 2025 pour 1,82 M€ de bénéfice net.

Bonduelle a repris le 18 février les actifs de **France champignon**, en redressement judiciaire depuis novembre 2020. Seul le siège social n'est pas repris, 250 emplois sur 278 sont maintenus. France champignon compte désormais 485 salariés permanents repartis sur six sites : Montoire-sur-le-Loir (cultures) dans le Loir-et-Cher, Loudun (cultures) dans la Vienne, La Tourte (compostage et cultures) à Longué-Jumelles, Doué-la-Fontaine (transformation), Montreuil-Bellay (logistique, conserve) et Longué-Jumelles (logistique frais). Les objectifs de production sont de 38 à 40 000 tonnes par an pour un chiffre d'affaires d'environ 75 M€. Le projet porté par Bonduelle vise à développer l'activité historique de production de conserves et surgelés tout en maintenant une petite production de champignons frais. Bonduelle mise également sur des diversifications engagées sur des segments plus porteurs (premier choix, bio, cuisinés...). Le projet a reçu le soutien des principaux acteurs de la grande distribution française intéressés par l'origine France.

## Mayenne

**Natur'Innov** (CA de 1 M€, 8 salariés), créée en 2017 et actuellement basée en Bretagne, va s'installer à Fougerolles-du-Plessis. Natur'Innov conçoit des compléments naturels et innovants pour la nutrition animale

et sous-traite la production en Pays de la Loire. Natur'innov réalise 10 % de son chiffre d'affaires à l'export, notamment en Belgique.

## Sarthe

La démolition de l'ancienne usine de **Bordeau Chesnel**, à Champagné, est prévue en 2022. Le fabricant de rillettes a quitté son site historique en 2019, pour une usine neuve à Yvré-l'Évêque, à un kilomètre. 200 personnes y travaillent.

## Vendée

Le chiffre d'affaires 2020 de **Fleury-Michon** devrait être en baisse de 1,6 %, à 735,6 M€. Le résultat net du groupe sera fortement dégradé en raison des difficultés prolongées du secteur du catering aérien. Le Pôle international, qui représente les plateaux-repas à destination des compagnies aériennes, a ainsi vu ses ventes plonger de 47,2 %, à 43,6 M€. Le pôle «GMS» France, qui représente quasiment 90 % des ventes, a progressé de 8,3 % à 660,7 M€, porté par une demande accrue durant le confinement, principalement pour les charcuteries et le surimi.

**Fleury Michon** veut reconquérir la première place du marché du jambon, perdue au profit d'Herta, en développant les segments d'entrée de gamme, du sans nitrites, du bio accessible et du « drive ».

Le groupement d'agriculteurs **Juste et Vendéen** s'est rapproché de l'usine vendéenne d'œufs Geslin pour distribuer des œufs. Cette SAS vend désormais du miel et souhaite se lancer dans le steak haché, le beurre et le fromage blanc et développer ses ventes en restauration hors domicile, boulangeries et supérettes. Les ventes du groupement, qui s'était constitué en 2018 pour mieux rémunérer les producteurs de lait, ont augmenté de 20 % en 2020 par rapport à 2019.

Le chiffre d'affaires du groupe **Cavac** a progressé, de 996 M€ sur l'exercice 2018-2019 à 1,03 milliard d'€ sur l'exercice 2019-2020. Le bio se développe et représente 12 % du chiffre d'affaires. CAVAC intègre

la coopérative L'Avenir (1,6 M€ de CA) située à La Planche (44). Côté investissements, CAVAC a investi 13 M€ dans la boulangerie du groupe, Biofournil, pour développer une nouvelle ligne de production de pain en continu. Le groupe a également investi 10 M€ dans Calibio, une nouvelle usine de fabrication d'aliments pour les élevages bio située à Fougeré (85). CAVAC a pour projet un silo de 12 000 tonnes à L'Hébergement (85). Le pôle végétal de la coopérative se porte bien, les ventes de légumes secs ont augmenté de 26,9 %, notamment grâce aux investissements dans la station légumes de Mouilleron-Le-Captif (85) et la surface de production de semences a augmenté de 600 ha. Le pôle animal s'en sort moins bien, surtout en viande bovine et canard. La filière œuf affiche tout de même un CA à + 40 %.

**Biofib'isolation**, qui fabrique des produits isolants biosourcés pour le bâtiment à base de lin, a accru ses ventes de 10,2 % sur l'exercice 2019-2020. Cette filiale du groupe CAVAC va s'agrandir fin 2022-début 2023 en augmentant tout d'abord ses capacités de nappage, c'est-à-dire la confection du biomatériau, puis ses capacités de défibrage. Le groupe est désormais leader sur ce segment avec un volume annuel supérieur à 1 million de m<sup>2</sup> et fournit également d'autres filières telles l'automobile, la papeterie ou le textile.

**Harry's**, du groupe Barilla, investit 26 M€ dans son site de Talmont Saint-Hilaire afin de l'équiper d'une nouvelle ligne de pain « 100 % mie » pour répondre à la demande croissante. La production de pain atteindra 45 000 tonnes par an et représentera alors la moitié des volumes de l'usine, qui produit également des viennoiseries. 15 salariés supplémentaires devraient être recrutés d'ici fin 2021.

**Socopa** (170 salariés, 98 M€ de CA), du groupe Bigard, vient d'investir 1,5 M€ dans un nouveau système de froid. Cet abattoir situé à La Roche-sur-Yon souhaite internaliser le désossage parage qui est aujourd'hui réalisé par un prestataire de service. Une première ligne a été internalisée, mobilisant huit de ses salariés. L'internalisation de ses quatre lignes

devrait permettre de recruter 15 à 20 personnes supplémentaires. Le site, qui a enregistré un chiffre d'affaires de 98 M€ en 2020 contre 97 M€ en 2019, a été peu impacté par la crise.

**Europe snacks**, entreprise spécialisée dans la production de produits salés apéritifs à marque de distributeur, a fortement bénéficié de la crise. Le chiffre d'affaires de ses sites français a atteint 110 M€ en 2020, soit une hausse de 10 % par rapport à 2019, et s'oriente vers une progression de 7 % en 2021. L'entreprise souhaite recruter une quarantaine de salariés, dont vingt en CDI, sur son site vendéen de

Saint-Denis-la-Chevasse qui emploie déjà 250 personnes. Un recrutement compliqué par la pénurie de main d'œuvre dans ce secteur en tension. Au total, l'entreprise emploie 450 salariés dans les Pays de la Loire.

**Sodebo**, basé à Montaigu, poursuit son développement, malgré une baisse de son chiffre d'affaires en 2020 (410 M€ contre 461 M€ en 2019). L'entreprise compte 2 500 salariés et en recrute en ce moment 250 en CDI. La filiale vendéenne Vif, de la conserverie Gendreau, dédiée aux salades et plats cuisinés, vient de bénéficier d'un investissement d'1 M€

dans des équipements de fin de ligne pour la palettisation automatique. Au niveau de l'approvisionnement, l'armement La Belle alliance dont le groupe est actionnaire majoritaire, a acquis pour 4 M€ deux nouveaux chalutiers de 14,50 mètres équipés pour la pêche pélagique et le chalut de fond. Cet investissement permet à Gendreau de sécuriser ses approvisionnements, tant en poissons bleus qu'en poissons blancs. Au total, le groupe emploie un peu plus de 600 salariés permanents pour un chiffre d'affaires consolidé avoisinant les 135 M€, en croissance de près de 5 % en 2020.

## Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléoprotagineux  
Cotations fruits et légumes  
Viticulture - Observatoire économique du Val de Loire  
IPAMPA  
IPPAP  
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)  
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)  
Livraison de lait et prix du lait

## Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : B. Jacquemin (direction)

Contexte météorologique : A. Piha

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, L. Faguet, P. Guérin, A. Kéters, S. Marchand, A. Piha, et A. Prudo (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Coordination : A. Piha (SRISE)



STATISTIQUE  
PUBLIQUE

[www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr)

Direction régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire  
Service régional de l'information statistique et économique  
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2  
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79  
Mél : [srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr)

Directeur régional : Armand Sanséau  
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry  
Rédactrice en chef : Hélène Guillard  
Rédaction : DRAAF  
Composition : Isabelle Laurens  
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution  
© Agreste 2021